Merci de ne pas communiquer à des tiers ce numéro PDF de *Présent*. Incitez plutôt vos contacts à acheter *Présent* en kiosque ou à s'abonner !

PRÉSENT

Quotidien

PRÉSENT

BEL/LUX/ITA : 2.40 € - CH : 3.20 CHF - Canada : 3.60 $ can - Dom avion : 2.60 € - Tom avion : 750 CFP

VENDREDI 14 AOÛT 2020 N° 9677 - 2,30 €

www.present.fr

Que faisait Acted au Niger ?

Page 3

MONARCHIE ESPAGNOLE

LE *REY* EST NU

Une fuite qui s'inscrit dans la continuité d'une suite d'abandons de son pouvoir royal.

P2

INSÉCURITÉ

Le succès de l'application Street Alert

Page 3

DÉCRYPTAGE

Le sombre avenir de l'Occident

Page 5

M 00196 - 814 - F: 2,30 €

ESPAGNE

Juan Carlos ou l'ombre d'une fausse monarchie

Bernard Callebat
redaction@present.fr

QUE RESTE-T-IL de la monarchie de Juan Carlos et de son successeur, après le départ précipité du premier ? Pas grand-chose. Et pourtant… En 1975, Juan Carlos avait hérité, en tant que roi, des mêmes pouvoirs et attributions exercés jusqu'alors par Francisco Franco. Il était quelque chose de plus qu'un chef d'Etat au sens des partitocraties occidentales. Ce titre de roi, tel qu'il avait été conçu par le régime de Franco, reposait sur un système d'autorité, construit d'en haut et corsé par un seul parti officiel. De droit et de fait, il ressemblait à une monarchie traditionnelle en ce qu'il avait doté la personne du roi d'une autorité suprême, garantie de continuité au-delà des heurs et malheurs conjoncturels, en assurant la défense des plus faibles sur les intérêts partisans.

C'est pourquoi, la plus grande corruption de Juan Carlos n'est pas l'accumulation prétendument illégitime de biens matériels, mais l'abandon de sa responsabilité qu'il manifestait en 1978 lors de la signature d'une constitution le déclarant précisément « irresponsable ». La remise de tous ses pouvoirs entre les mains de la partitocratie, ce que les démocrates revendiquent comme « le miracle de la transition », est le point de départ de la déchristianisation de l'Espagne, de l'éclatement des familles, du meurtre dans le ventre de centaines de milliers d'enfants, du démantèlement industriel et de la soumission de l'Espagne à la tyrannie de Bruxelles.

Mais Rome ne paie pas les traîtres. Maintenant, suivant une vieille tradition familiale, imitant les évasions ou les expulsions de María Cristina, d'Isabel, d'Alfonso et de Juan, il part (avec Doña Sofía ?). Loin, sans doute, d'une institution à l'agonie, confiée à son fils Felipe ; et loin, aussi, des tribunaux qui ont commencé à enquêter. La réponse du fils montre le niveau de décomposition atteint par cette caricature monarchique. En l'espèce, Don Felipe est reconnaissant à Juan Carlos de deux choses : de son départ immédiat et, ce qui est pire, de son « travail politique au service de la démocratie ». Ou ce qui est pareil : de sa collaboration à la partitocratie.

Les légitimistes français se souviendront surtout qu'au lendemain de la mort tragique, en 1989, d'Alphonse de Bourbon, aîné de la famille royale et successeur direct de Louis XIV, le pleutre Juan Carlos avait fait retirer au fils du défunt, Louis de Bourbon, tous ses titres princiers en Espagne. Minable vengeance contre son cousin Alphonse qui n'avait jamais renié le Caudillo. En 2019, Louis de Bourbon, avec la même dignité que son père, a porté le cercueil de son arrière-grand-père lors de son expulsion de du Valle de los Caídos, louant publiquement les grandeurs du régime de Franco.

Suisse : les professions « à risque d'opinion »

Eric Bertinat
redaction@present.fr
Correspondant permanent en Suisse

IL Y A DES PROFESSIONS « à risque d'opinion ». On connaît celle qui regroupe les politiciens. De toutes ces professions « à risque d'opinion », c'est celle qui comporte le moins de risques. Qu'importent les déclarations publiques, tant qu'elles sont acceptables en haut lieu, leurs traces s'effacent aussitôt que passe l'actualité et la presse n'a guère de mémoire. A chaque élection, on repart à zéro, de nouvelles promesses chassant les précédentes.

Autre profession « à risque d'opinion » : les scientifiques. Et parmi eux, les spécialistes de la santé se sont illustrés depuis le début de la pandémie par leurs déclarations contradictoires et pour certains par leur sectarisme.

Une autre profession « à risque d'opinion » fait son tour de piste à chaque turbulence conjoncturelle : les économistes. Depuis le confinement, les économistes se répandent dans nos journaux. Si pour la plupart d'entre eux la récession sera terrible, d'autres ont clairement affirmé compter sur un effet de rattrapage au deuxième semestre 2020. Ce que prouve l'histoire : les crises qui ont suivi les pandémies ont été de courte durée et regorgent d'exemples témoignant des limites des mesures et des prévisions conjoncturelles lorsque la situation change brusquement. Ainsi en fut-il en 2015, lors de la levée du taux plancher du cours de l'euro par rapport au franc suisse. Les économistes étaient alarmistes, prévoyant un recul de l'activité pour la Suisse. Résultat : le produit intérieur brut (PIB) avait progressé de 0,7 %…

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Mais revenons à notre époque. Lors de ses dernières prévisions conjoncturelles, les économistes du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) prévoyaient une contraction du PIB de 6,2 % en 2020, une chute sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les premiers chiffres semblent confirmer ces prévisions : le PIB a reculé de 2,6 % sur les trois premiers mois de l'année et, en chiffres absolus, le chômage a déjà triplé sur un an, passant de 51 292 personnes à 148 870 chômeurs inscrits en juillet.

Mais dans les faits, la situation économique est moins catastrophique qu'annoncée. Le chômage est resté inchangé en juillet comparé au mois précédent après avoir fortement progressé depuis le début de l'année et, mieux encore, le SECO ne table pas sur une vague de licenciements pour l'automne comme annoncé dans la presse par de nombreux économistes.

Que faisait Acted au Niger ?

Francis Bergeron
francis-bergeron@present.fr

DEVANT UN DRAME comme celui du Niger, où huit personnes dont six Français ont été assassinés par des islamistes, le premier réflexe peut être de se dire : qu'est-ce qu'ils allaient faire là-bas ? Si c'était pour voir des girafes (ce qui semble avoir été le cas), il était plus simple d'aller au zoo de Vincennes. Et si c'était pour soulager la misère, il y a « la Corrèze avant le Zambèze ».

En l'occurrence une telle réaction serait un peu injuste. D'abord, Acted n'est pas une association née de l'agitation brouillonne de quelques droits-de-l'hommistes, taraudés par le souci du « vivre ensemble ». L'ONG a une approche « professionnelle » et en même temps indépendante des pouvoirs publics, contrairement à beaucoup d'associations qui ne fonctionnent que grâce à des subventions d'Etat, ou de collectivités locales, et qui spécialisent leurs « commerciaux » dans la chasse aux subventions publiques.

Ensuite, Acted se revendique comme apolitique, ce qui change de pas mal d'autres ONG. De ce point de vue il est d'autant plus indécent de voir Benoît Hamon « revendiquer » l'une des victimes, Charline Fouché, au motif qu'elle l'avait soutenu (à titre personnel et pas au nom d'Acted, qu'elle a rejoint ultérieurement, semble-t-il) il y a trois ans. Hamon nous révèle donc que cette victime était adhérente de son groupuscule inclusif appelé « Génération.s ».

Compte tenu de cette revendication par Hamon, nous aurons d'autant moins de scrupule à indiquer que le fondateur et l'un des principaux animateurs d'Acted, Frédéric de Saint-Sernin, a fait ses classes dans la mouvance solidariste, très précisément au Groupe Action Jeunesse (une sorte de scission du GUD) entre 1974 et 1981. C'est sans doute cette période la plus militante et la plus génératrice d'adrénaline de sa vie qui lui a donné le pouvoir de conviction et le goût du risque, l'ayant conduit à créer Acted dix ans plus tard. Entre 1981 et 1992, il fait de la politique, et on le retrouve brièvement secrétaire d'Etat à l'aménagement du territoire, à l'époque de Raffarin.

Mettre en œuvre leur générosité comme leur soif d'héroïsme

L'itinéraire de Saint-Sernin, comme celui de Charline Fouché, d'ailleurs, correspond sans doute à la prise de conscience qu'un certain activisme trouve vite ses limites. Les militants solidaristes comme Saint-Sernin, en raison de leur jeune âge, n'avaient pas connu l'aventure algérienne, tellement mythifiée, au sein de la droite française. Ils ont pensé trouver dans l'activisme étudiant, puis dans la politique « classique » un exutoire, mais ont fini par souffrir des limites, voire de l'impuissance de ces engagements. Ils vont alors se tourner vers d'autres types d'actions, vers des causes, situées généralement à l'étranger, leur permettant de mettre en œuvre leur générosité comme leur soif d'héroïsme. Ce sera l'URSS des réseaux clandestins, l'Afghanistan, le Liban, et aujourd'hui l'Afrique subsaharienne, comme le fait Acted, ou le Proche-Orient, terrain d'action de SOS Chrétiens d'Orient.

Ces missions humanitaires ne sont certes pas sans risques. Des risques qui s'aggravent au fur et à mesure que l'islamisme gagne du terrain. Mais les risques ne sont pas supérieurs à ceux des missionnaires qui partaient évangéliser les Japonais ou les Papous, symboles d'un Occident qui croyait en sa mission civilisatrice. Chez Acted on le dit autrement, mais n'est-ce pas de cela qu'il s'agit ? ◗

Street Alert : quand l'application fait le travail des policiers

Quand l'insécurité est omniprésente et que les moyens policiers sont insuffisants, les citoyens s'organisent différemment pour se défendre ou se prévenir des dangers encourus.

Etienne Lafage
etienne-lafage@present.fr

A BORDEAUX et dans sa métropole, plus de 65 agressions ont été comptabilisées en l'espace de huit semaines seulement depuis le mois de juillet. Une statistique inquiétante relevée par *Valeurs Actuelles* à la fin du mois de juillet. Pour se prémunir de ces mésaventures, les Bordelais se tournent vers une application de plus en plus installée sur les smartphones des Français.

Elle s'appelle « Street Alert » et envoie une notification à tous les utilisateurs se trouvant dans un rayon de moins de 500 mètres en cas d'alerte émise par un usager. Une idée que l'on doit à Alexis Dessard qui souhaite développer une solidarité des citoyens face à la violence quotidienne. Un argument qui a fait mouche à Bordeaux qui voit ses habitants se tourner vers ce nouvel outil. 57 % des utilisateurs de Street Alert sont des habitants de la capitale de la Gironde.

Intervenir ou appeler les secours

Une popularité locale qui vient d'un post Facebook publié dans un groupe par un agent de sécurité, proposant aux Bordelais de s'organiser pour faire face à l'insécurité ambiante. L'application est proposée en commentaire et adoptée par la communauté. L'agent de sécurité, Bryan Satterfield, travaillant à proximité de la gare Saint-Jean, propose même ses services en cas de besoin à proximité.

De manière concrète, lorsque quelqu'un lance une alerte, faisable en quelques clics seulement, sa position GPS permet de prévenir les autres utilisateurs à proximité qui peuvent intervenir, appeler les secours, ou pour les moins vaillants… éviter la zone. ◗

Rave party en Lozère : après plusieurs jours de tensions, le site enfin évacué

Il aura fallu trois jours pour évacuer les milliers d'occupants de terrains agricoles, après la rave party sauvage organisée dans la Lozère, le week-end du 8-9 août.

Etienne Lafage *etienne-lafage@present.fr*

Après plusieurs jours de « fête », de dégradations et de tensions avec les agriculteurs locaux, les festivaliers qui occupaient illégalement un pâturage et une prairie du plateau calcaire du causse Méjean, dans la Lozère, ont enfin quitté les lieux.

L'ordre de l'évacuation du site avait été ordonné en début de semaine. Mais pour limiter les risques d'incidents et d'accidents, les forces de l'ordre ont multiplié les contrôles et les verbalisations, poussant les fêtards à partir par petites vagues. Mercredi matin, la préfecture annonçait qu'il restait sur place « environ 500 participants », avant que dans l'après-midi les derniers quittent les lieux.

Après l'évacuation du site, l'heure est au bilan. Alcool et drogue ont été consommés massivement sur place, les gestes barrière contre le Covid-19 n'ont pas été respectés, 59 personnes se sont présentées au poste médical, nécessitant sept évacuations à l'hôpital de Mende, dont un en réanimation. Quatre bennes ont été installées lundi pour « faciliter le stockage des ordures et limiter la pollution des déchets », assure la préfecture, qui ont permis d'avoir « un effet visible sur la propreté du site ». Pas de quoi calmer la colère des agriculteurs qui estiment que « tout ce qui a été piétiné est perdu ». ◗

Le saint du jour

AB V.B. *ab-v-b@present.fr*

Le bienheureux Antoine Primaldi et ses 800 compagnons, martyrs (1480)

EN 1480, les Turcs s'emparèrent de la ville d'Otrante et massacrèrent un bon nombre d'habitants en entrant dans la place. Huit cents hommes furent emmenés hors des murs sur le mont Saint-Jean de la Minerve, mais encouragés par un artisan, Antoine Primaldi, ils refusèrent de renier leur foi et de trahir leur souverain légitime ; les Turcs les tuèrent tous et laissèrent leurs cadavres sur place. Au bout de treize mois, Otrante fut reprise par Alphonse, fils du roi de Naples, et les corps restés intacts, bien que privés de sépulture, furent ensevelis avec honneur. En 1539 eut lieu une enquête sur la réalité de leur martyre et leur culte fut approuvé par Clément XIV le 14 décembre 1771. ◗

Médaille centenaire de l'hommage national à

Jeanne d'Arc

1920-2020

50 mm de diamètre et 3 mm d'épaisseur. Présentée dans un écrin en similicuir avec marquage à chaud du visuel des camelots du roi.

50 €

frais de port compris

à commander sur

www.present.fr/boutique

A Kervoyal

Un souvenir caché de la famille royale

Anne Le Pape
anne-le-pape@present.fr

A PRIORI, rien ne semble pouvoir rappeler Louis XVI et sa famille dans cette chapelle construite en 1952 après que le premier lieu de culte, fort petit, eut été détruit pendant la dernière guerre. A l'époque de l'extension du tourisme, il paraissait logique d'offrir aux « estivants », comme on les appelait alors, la possibilité d'assister à la messe. L'actuelle chapelle de Kervoyal (paroisse de Damgan, Morbihan) doit son existence à la volonté d'un journaliste parisien et de sa femme, M. et Mme Bergeaud, arrivés à Kervoyal vers 1938. Dès 1952, ils offrent le terrain, lancent une souscription et contactent un architecte parisien, Michel Colle, qui élabore les plans d'un bâtiment en forme de carène de bateau renversée. Leur initiative est accueillie avec enthousiasme par la population, même si elle suscite des critiques de la part « de certaines familles influentes », est-il indiqué sans autre précision dans l'une des brochures éditées par l'association Damgan et son histoire (vol. 11). La chapelle est cédée à la paroisse en 1956.

Rien que de relativement classique jusqu'ici. Ce que l'on sait moins (il faut avoir la curiosité de lire attentivement la brochure citée) est que M. Bergeaud, habitant Paris, avait assisté, dans sa rue, à la démolition de la chapelle des bénédictines de la rue Monsieur, construite avec les pierres de la tour du Temple. Ayant récupéré l'une d'elles, il la fait inclure, avec l'aval de l'évêché, dans la maçonnerie de l'autel. Symbole avant tout, la pierre n'est pas visible, et aucun rappel de cette marque de piété ne figure dans la chapelle, lien discret entre la famille royale, la chapelle des bénédictines – qui abrita la prière de maints intellectuels, de Huysmans à Mgr Vladimir Ghika, de Jacques Rivière et Gabriel Marcel, qui y revinrent au catholicisme, à Jacques Maritain et à ceux qu'il avait rassemblés autour de lui, Louis Massignon, Daniel-Rops, Paul Claudel, Emmanuel Mounier, Isabelle Rivière, Charles Du Bos, François Mauriac, Julien Green… – et une humble chapelle bretonne, construite, il est vrai, non loin de la maison où Guillaume Apollinaire a passé ses dernières vacances. Comment ne pas finir sur ces vers du premier poème d'*Alcools*, « Zone » ?

« Seul en Europe tu n'es pas antique ô Christianisme

« L'Européen le plus moderne c'est vous Pape Pie X

« Et toi que les fenêtres observent la honte te retient

« D'entrer dans une église et de t'y confesser ce matin » ◗

L'autel et la façade de la chapelle de Kervoyal.

©Anne Le Pape

PRÉSENT aux 50e journées de Chiré-en-Montreuil

Les 50e journées chouannes se dérouleront au lieu-dit La Caillauderie, à Chiré-en-Montreuil, près de Poitiers, le 5 et 6 septembre 2020.

Présent y tiendra un stand le dimanche, en partenariat avec l'Institut Emmanuel Ratier, et proposera notamment ses hors-série, sur Jean Raspail et sur les « Artistes cathos et identitaires du XXe siècle ».

Thierry Bouclier, Francis Bergeron, Emmanuel Albach, Jean Hautepierre y dédicaceront leurs derniers livres.

PRÉSENT
WWW.PRESENT.FR

5, rue d'Amboise - 75002 Paris
Téléphone : **01.42.97.51.30**
redaction@present.fr - abonnements@present.fr

Directeur (1981-2013) : **Jean Madiran (†).**
SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 €, sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris.
Gérant : **Françoise Pichard.**
Imprimerie Riccobono - 93120 La Courneuve.
Dépôt légal : 3e trimestre 2020.
CPPAP : 0518 C 83178 - ISSN : 07.50.32.53.
Directeur de la publication : *Françoise Pichard.*
Rédacteur en chef : *Samuel Martin.*
Directeur du jour : *Anne Le Pape.*

Abonnement Premium

Papier et numérique
+ Hors-Série
(6 parutions par an)
+ Calendrier

Abonnement illimité par prélev. mensuel : ..... 32 €
6 mois : ..... 209 €
1 an : ..... 349 €

Abonnement classique

PAPIER ET NUMÉRIQUE
1 mois : ..... 30 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel
3 mois : ..... 103 €
6 mois : ..... 190 €
1 an : ..... 329 €
2 ans : ..... 580 €
2 ans, abonnement de soutien : .... 1 200 €

Abonnement Parrainage

PAPIER ET NUMÉRIQUE
3 mois : ..... 83 €
6 mois : ..... 170 €
1 an : ..... 309 €

Avec nom du parrain obligatoire

Abonnement Internet

1 jour : ..... 1 €
1 mois : ..... 9,50 €
3 mois : ..... 28 €
6 mois : ..... 55 €
1 an : ..... 99 €

Michel Vial décrypte le sombre avenir de l'Occident

Il y a quelques mois, Michel Vial était venu proposer un article à *Présent*. Mais à la vérité, il s'agissait d'une étude d'une certaine densité, faite pour être publiée dans une revue pas dans un quotidien d'actualité générale et politique, qui plus est à la pagination réduite. Nous avons donc décliné son offre. Mais à quelque chose malheur est bon : il a revu son travail, pour en faire un essai de 130 pages, intitulé *La Chute de l'empire occidental*. Et c'est cet essai qui vient de paraître chez Synthèse, dans la collection « Idées ».

Francis Bergeron
francis-bergeron@present.fr

MICHEL VIAL ET MOI, nous nous étions croisés au cours de notre jeunesse militante. Le Liban, où nous avons l'un et l'autre crapahuté (pas tout à fait pendant la même période de 1976), nous a plus récemment rapprochés, grâce à la constitution de l'Association des anciens volontaires français du Liban. En bref une connivence politique née dans les années 1970, et concrétisée… 40 ans plus tard.

Les études déclinistes ne sont jamais *youp la boum*, et le titre même de l'ouvrage de Michel Vial n'appelle pas à l'optimisme : *La Chute de l'empire occidental*. L'auteur en est conscient. « Faut-il pour autant baisser les bras ? Certainement pas… » nous dit-il. « La défense de notre identité, et de notre liberté, est un éternel combat. » Comme l'écrivait Jacques Bainville : « Tout a toujours très mal marché. » Il faut en être conscient et penser dans le temps long.

Pourquoi parle-t-il d'« empire occidental » ? Ce n'est pas l'empire romain ou ottoman ou soviétique. Ce n'est même pas l'empire français d'avant-guerre. Cet empire qu'il voit chuter, Michel Vial le définit comme un ensemble spatial sans vraie unité politique, mais un ensemble homogène sur le plan historique, culturel, scientifique, technique, financier. Et j'ajouterai religieux, même si cette dimension s'est fortement affaiblie, par étapes successives, depuis deux siècles. Cet empire, rappelle Michel Vial dans un entretien publié par la revue *Synthèse nationale*, « s'est imposé au monde il y a environ cinq siècles et s'est considérablement affaibli depuis un demi-siècle ».

On pourrait discuter du tournant de l'affaiblissement. Il y a un demi-siècle ? Ne faut-il pas remonter plus tôt, à la Première Guerre mondiale ? Elle a fauché les jeunesses française, anglaise, allemande, russe, italienne, serbe, autrichienne et hongroise (près de 10 millions de soldats, essentiellement des jeunes hommes), puis le communisme à l'Est, avec ses famines gigantesques, sa régression économique et le paradoxe de son messianisme agressif, a fait le reste.

La déchristianisation est souvent négligée

Mais l'essentiel n'est pas là. « Plus que nos ennemis clairement déclarés, j'ai voulu dénoncer les traîtres à notre nation et à notre civilisation » dit Vial dans l'entretien précité. Ces maux et ces ennemis s'appellent l'intégrisme écologique, la déchristianisation, l'islam, l'immigration, le « vivre-ensemble », le terrorisme, mais aussi la lâcheté de nos dirigeants, les manipulations médiatiques, et les effets pervers de l'Europe telle qu'elle a été conçue.

Dans ce type d'analyse, la déchristianisation est trop souvent négligée, soit parce que l'étude émane d'adeptes du paganisme ou de théories de ce genre, qui considèrent que le christianisme est en lui-même un ferment de décadence, soit parce qu'ils font remonter la chute ou la décadence à une époque très récente, et qu'ils savent que la déchristianisation a commencé avec la révolution française, ce qui n'entre pas dans leur schéma. Michel Vial définit davantage la déchristianisation par la montée d'un athéisme intolérant que par l'éclipse religieuse actuelle. Il note que malgré le recul de la pratique, notre culture demeurait d'inspiration chrétienne, et ceci grosso modo jusqu'à la fin des années 1960.

Ces derniers temps la laïcité a pris une tournure antichrétienne, renouant et approfondissant des pratiques atténuées, voire disparues depuis les inventaires, tandis que l'islam est simultanément privilégié, au nom du « vivre-ensemble », ou en raison de la peur qu'il suscite, des violences qu'il peut générer, et donc en fin de compte de la lâcheté de nos dirigeants. Tout se tient.

Dans le même ordre d'idées, le préambule de la constitution européenne de 2005 ne fait pas référence aux racines chrétiennes des nations européennes. Et ce sont aujourd'hui les pays européens non déchristianisés qui sont l'objet de l'hostilité du reste de l'Europe.

Dans un contexte de montée de l'islam et d'immigration croissante, la déchristianisation programmée permet à la pierre dure d'éroder la pierre friable. D'autant que, note encore Vial, l'Eglise a abandonné toute idée de prosélytisme, tournant le dos à 2 000 ans de prêches, de conversions, de missions. Pourtant, « croyants ou non, nous sommes tous tributaires de notre passé chrétien », conclut-il.

En guise de raison d'espérer, il ne nous offre guère que l'idée « raspailienne » (si on peut se permettre ce néologisme), consistant à « enfourcher nos montures et défendre [la cause] dans une dernière charge héroïque, sabre au clair ». C'est un peu court.

L'ouvrage est donc une bonne « synthèse nationale », complète, sur les maux et les enjeux essentiels, mais il est muet sur les formes du sursaut, de la renaissance, de la contre-offensive. On attend en conséquence le tome II, qui pourrait s'intituler *De la reconquête*, par exemple.

● *La Chute de l'empire occidental*, par Michel Vial, Synthèse éditions, coll. « Idées », 2020, 130 p. ◗

Le puissant mouvement pro-vie américain soutient Donald Trump

Olivier Bault
olivier-bault@present.fr

A EN CROIRE les grands médias français, Donald Trump a bien peu de chance de remporter l'élection présidentielle américaine qui se tiendra début novembre face à son rival démocrate Joe Biden. Pourtant, une simple comparaison des sondages de cet été à ceux de l'été 2016, quand l'élection semblait pliée en faveur d'Hillary Clinton, devrait inciter les commentateurs à la prudence. Avec 10 points de retard au niveau national sur Biden selon la moyenne des plus récents sondages, mais 3 points si l'on prend par exemple le dernier sondage Hill-HarrisX publié par *The Hill*, il est encore permis au président sortant d'espérer sa réélection malgré la crise qui vient plomber au plus mauvais moment un bilan économique jusqu'ici particulièrement bon. Et face au couple de candidats « le plus pro-avortement de l'histoire des Etats-Unis » (*dixit* Judie Brown, présidente de l'*American Life League*, une organisation catholique pro-vie), Donald Trump peut se targuer d'avoir été, conformément à ses promesses, « le président le plus pro-vie de l'histoire des Etats-Unis ».

Joe Biden vient de se choisir en la personne de Kamala Harris une candidate à la vice-présidence connue pour son engagement en faveur de la liberté d'avorter jusqu'au dernier jour de la grossesse et pour avoir poursuivi, en tant que procureur de l'Etat de Californie, les auteurs des films tournés en caméra cachée qui avaient dévoilé au grand jour les pratiques illégales de trafic d'organes d'enfants avortés par Planned Parenthood. Trump, en revanche, s'appuiera une nouvelle fois sur le vice-président Mike Pence, connu pour son engagement contre l'avortement.

Le combat pour les bébés

« Le Parti démocrate a toujours été dans le mauvais camp pour les questions de justice sociale, de l'esclavage à la ségrégation, de son soutien à Planned Parenthood à son soutien [au mouvement de lutte contre la fin de la ségrégation en Virginie] Massive Resistance. Avec la nomination de Biden et Kamala Harris, il est du mauvais côté du combat pour les bébés », estime Judie Brown. Marjorie Dannenfelser, présidente de la Susan B. Anthony List, une organisation qui cherche à promouvoir les femmes pro-vie en politique, estime comme Brown que « ce n'est pas surprenant que Joe Biden ait choisi une telle extrémiste comme vice-présidente. S'ils sont élus, ils reviendront immédiatement sur les avancées du président Trump en faveur de la vie ». Son organisation travaille dur pour que cela n'arrive pas : les militants font du porte-à-porte pour atteindre 4,6 millions d'Américains dans les Etats qui peuvent faire basculer l'élection dans un sens ou dans l'autre. Leur but : exposer l'extrémisme des candidats démocrates aux électeurs et faire réélire Donald Trump et Mike Pence avec une majorité pro-vie au Congrès.

Des décisions importantes

Jeanne Mancini, la présidente de la Marche pour la Vie où Donald Trump a été le premier président de l'histoire des Etats-Unis à s'exprimer en janvier dernier, est claire : « Le choix de Kamala Harris par Joe Biden ne laisse aucune place au doute : il est le candidat de l'avortement et a abandonné toute apparence de modération. »

Le vice-président Mike Pence participait la première semaine d'août à un rassemblement pro-vie en Floride, énumérant les mesures du président sortant en faveur de la protection des enfants à naître et promettant que cet engagement serait poursuivi. Concrètement, si la Cour suprême des Etats-Unis a imposé la légalisation de l'avortement dans tous les Etats américains par le jugement Roe v. Wade de 1973, et si la législation des Etats varie grandement en la matière, Donald Trump a pris au niveau fédéral plusieurs décisions importantes en faveur de la défense du droit à la vie dès la conception, en plus d'avoir eu des propos très forts et très clairs en faveur des enfants à naître au cours de son mandat de président.

Cette politique pro-vie de Trump est récapitulée en détail en langue anglaise dans un article récent publié sur le site de l'ECLJ (eclj.org). C'est ainsi que Trump a, dès son arrivée à la Maison-Blanche, réactivé, en étendant même sa portée, la politique « Mexico City » qui interdit l'utilisation de l'aide internationale américaine pour financer l'avortement ou sa promotion à l'étranger. Sous l'administration Trump, les Etats-Unis ont en outre suspendu les financements américains en faveur du Fonds des Nations unies pour la population en raison du soutien de ce fonds à des programmes d'avortement forcé ou de stérilisation forcée, et ils se sont systématiquement opposés à toutes les tentatives à l'ONU en vue de faire de l'avortement un droit international sous couvert de « droits sexuels et reproductifs ».

Sur le plan intérieur, le président Trump a nommé à la Cour suprême, conformément à son engagement de campagne, deux juges classés « conservateurs » et « constitutionnalistes ». Les militants pour la cause du droit à la vie espèrent que ces nominations et celles à venir pourraient un jour faire pencher la balance en faveur d'une révision du jugement Roe v. Wade de 1973. Le président républicain et son administration se sont aussi attachés à restaurer la liberté de conscience dans le domaine de l'avortement et de la contraception en revenant sur les décisions d'Obama qui avaient imposé aux employeurs de financer les avortements de leurs salariés et en attaquant devant les tribunaux les décisions des Etats démocrates allant dans le même sens. Afin que les fonds fédéraux ne soient plus utilisés pour financer les avortements, y compris de manière indirecte, une nouvelle loi interdit l'utilisation, dans des cliniques où sont aussi réalisés des avortements, des fonds du programme Title X destiné au financement pour les plus démunis des services de planning familial et de prévention en matière de santé. Depuis 2019, l'utilisation de tissus humains provenant d'enfants avortés n'est plus autorisée dans les instituts de santé fédéraux. Donald Trump aurait voulu aller plus loin, notamment en asséchant complètement les financements fédéraux de Planned Parenthood, mais il n'a malheureusement pas été suivi par le Congrès. Inversement, Joe Biden promet de revenir sur toutes ces décisions et réformes et d'accroître les financements en faveur de l'avortement. Au contraire des candidats démocrates aux élections présidentielles antérieures, il ne prétend même plus vouloir que les avortements soient plus rares.

Si Joe Biden se dit catholique tandis que Donald Trump ne parle pas de son affiliation religieuse évangélique aux contours d'ailleurs imprécis, le président en exercice n'hésite pas à dire que les positions de son concurrent en matière d'avortement le placent clairement « contre la Bible ». Le père Frank Pavone, qui dirige le mouvement Priests for Life (Prêtres pour la vie) confirme lui aussi : « Le président Trump est le président le plus pro-vie que l'on ait jamais eu. »

©2012 Stéphane GAUDRY CC Wikipedia

Sainte-Sophie, otage du panislamisme turc

■ **Françoise Monestier**

francoise-monestier@present.fr

QUATRE JOURS APRÈS avoir lancé l'appel à la prière des quatre minarets de Sainte-Sophie, « reconquise » par la seule volonté de Recep Tayyip Erdogan qui, une fois de plus, a mesuré la docilité à son égard du monde occidental bien décidé à ne pas faire de vagues, le muezzin Osman Aslan était la première victime de cette reconfessionnalisation islamique, terrassé qu'il était par une crise cardiaque. Une information qui n'a pas fait le tour des rédactions et que les médias dominants se sont bien gardés de diffuser massivement, de peur sans doute, de provoquer la colère présidentielle.

Decorum et yatagan

Cet *adhan* (appel à la prière), prononcé pour permettre aux partisans du Raïs turc de reprendre une dose de réislamisation dans une ville perdue par l'AKP aux dernières élections municipales et dirigée maintenant par un maire kémaliste modéré auquel Erdogan veut montrer qu'il ne laissera pas s'installer à Istanbul une politique de désislamisation, a été suivi d'une véritable cérémonie religieuse de revanche sur le christianisme et sur tout ce que peut représenter l'orthodoxie aux yeux des islamo-conservateurs au pouvoir. C'est ainsi qu'on a pu voir Ali Erbas, chef religieux musulman chargé par Erdogan de redonner à Sainte-Sophie son lustre perdu en 1934, quand Mustafa Kemal en avait fait un musée, monter au *minbar* (estrade) tenant un yatagan gravé et renouant ainsi avec la tradition instaurée en 1453 après la chute de Constantinople. « Jusqu'en 1934, les sermons du vendredi ont toujours été prononcés le sabre à la main. Si Allah le veut, nous renouons avec cette tradition, le symbole de la conquête », a-t-il justifié, le vendredi 24 juillet, jour de la reconversion de la « Grande Eglise » en mosquée.

Le maillage islamique

Ce théologien dans la fleur de l'âge veut que Sainte-Sophie redevienne une *madrasa* (école religieuse) chargée de réislamiser une société jugée trop laïque par Erdogan. En sa qualité de patron de la Direction des affaires religieuses (Diyanet) depuis 2017, il gère 84 684 mosquées sur l'ensemble du territoire turc, sans parler du contrôle qu'il exerce sur les 2 000 autres mosquées – en particulier en France et en Allemagne – chargées de faire rayonner l'islam turc hors frontières et de formater les populations turques expatriées. Cet organisme gouvernemental rémunère l'ensemble des imams, muezzins, théologiens et autres prédicateurs. Il dispose d'une chaîne de télévision, d'une maison d'édition ainsi que de crèches pour les petits Turcs ainsi islamisés dès la sortie du berceau. Autant dire donc que l'encadrement de la religion musulmane est une véritable affaire d'Etat à laquelle il convient d'ajouter les réseaux de charité islamique gérés par le parti présidentiel (AKP) sur le modèle des Frères musulmans et grâce auxquels Erdogan avait pu, en son temps, remporter la mairie d'Istanbul.

Le fric américain… et le grisbi européen

De plus, il ne faut pas oublier qu'Erdogan, vainqueur des élections de 2002 avec plus de 32 % des voix, a dû les premiers succès de son gouvernement aux crédits américains et aux fonds européens versés pour réaliser l'union douanière ainsi que des délocalisations d'usines venant d'Europe occidentale. Cette manne financière lui a permis de réaliser un formidable développement économique pour son pays, mais également de démanteler des entreprises contrôlées par l'armée et donc de réduire l'influence kémaliste. Tout cela avant la crise mondiale de 2008-2009 et la mise en place d'un système clientéliste qui a conduit à la crise politique et financière actuelle et à la chasse systématique à tous ceux qui peuvent lui faire de l'ombre. Conscient de la crise profonde qui secoue son pays et de la récession qui a fait plonger la livre turque et lui a fait perdre la main dans nombre de villes dont Ankara et Istanbul, le président turc utilise les mêmes armes que l'affreux Menderes quand il persécutait les chrétiens dans les années 1950 de l'autre siècle : faire de la Grèce et des chrétiens des cibles destinées à cimenter l'opinion et prendre la tête de l'islam politique dans le monde musulman pour réaliser son rêve de résurrection d'un Empire ottoman panislamiste. On en veut pour preuves son appui au gouvernement libyen et son appel de Misrata, qui signifie un désir de reconquête de l'Afrique du Nord, son hostilité au régime de Bachar El-Assad, son rôle délétère dans la crise migratoire avec la Grèce et sa volonté de mettre la main sur les hydrocarbures en mer Egée.

Sèvres ou Lausanne ?

Certains journaux du soir, belge et français, prétendent qu'Erdogan aurait voulu, en « capturant » Sainte-Sophie, prendre sa revanche sur le traité de Sèvres signé le 10 août 1920 par des mandataires du sultan Mehmed VI. On peut comprendre que les nationalistes turcs puissent ressentir cet épisode historique comme une humiliation, mais ledit traité, qui prévoyait un véritable dépeçage de l'Empire ottoman, n'a jamais été appliqué pour la bonne et simple raison que Mustafa Kemal, chef du gouvernement d'Ankara qui avait déclenché la guerre d'indépendance turque en mai 1919 contre la France, la Grèce, l'Italie et la Grande-Bretagne, n'a jamais accepté les conditions de ce traité. Plus de trois ans de guerres et de combats menés par les Jeunes-Turcs chasseront les Grecs, les Italiens et les Français d'Anatolie et seront à l'origine de l'exode forcé de près de deux millions de Grecs.

Le traité de Lausanne reconnaît ainsi la légitimité de Mustafa Kemal, définit les frontières de la Turquie moderne et établit les conditions des changements de populations entre la Grèce et la Turquie, créant notamment les écoles minoritaires en Thrace grecque, à Istanbul et dans les îles d'Imbros et de Tenedos. Il est signé le 24 juillet 1923. 24 juillet, jour précisément choisi par Erdogan pour la deuxième chute de Sainte-Sophie. Un choix particulièrement symbolique quand on sait que le président turc, tout en reconnaissant que le traité de Lausanne a effacé l'affront du traité de Sèvres et marqué le début de la Turquie moderne, considère que les îles du Dodécanèse doivent revenir à la Turquie et réclame la reconnaissance des droits historiques ottomans sur l'espace maritime partagé avec la Grèce. Il rappelle ainsi qu'il pourrait bien remettre en question les termes de ce traité et effacer d'un trait de plume tout ce qui ne convient pas… au successeur des sultans panturcs qu'il désire incarner.

Une nouvelle Sainte-Sophie ?

Visiblement touché par le message du patriarche de Moscou qui a vivement protesté contre la décision turque d'accaparer « un sanctuaire chrétien essentiel », le président syrien Bachar El-Assad a annoncé que la Syrie allait construire, avec l'aide de la Russie, une réplique de Sainte-Sophie dans la province centrale de Hama (ville où Hafez El-Assad, père de Bachar, réprima dans le sang une révolte islamiste). L'idée, qui aurait germé dans la tête du responsable d'une milice fidèle au président syrien, aurait reçu l'approbation du métropolite de l'Eglise orthodoxe grecque de Hama. Un geste fort qui laisse le Vatican muet.

Plus que jamais d'actualité, Chateaubriand redoutait que la Turquie n'introduise « la barbarie en Occident » et s'inquiétait de « l'imprévoyance des gouvernements chrétiens ». Dans *Les Mémoires d'outre-tombe,* il écrivait ainsi à propos des Ottomans : « Un peuple dont l'ordre social est fondé sur l'esclavage et la polygamie est un peuple qu'il faut renvoyer aux steppes des Mongols. » Des propos à méditer plus que jamais. ◗

LE FEUILLETON DE L'ÉTÉ

PLAIDOYER POUR UN IMMORTEL

19/30

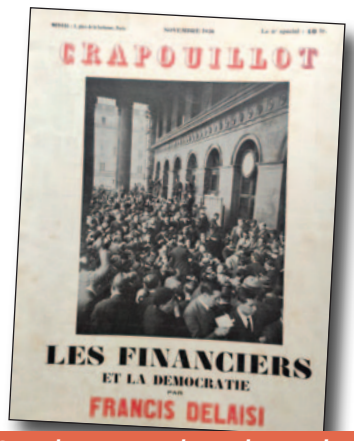
par
Gaëtan Chastanet
redaction@present.fr

Identité sociale et religieuse de Paul Deschanel

Paul Deschanel au triomphe de la bourgeoisie

Paul Deschanel représente vraiment le dirigeant de son temps. La IIIe République toute-puissante est celle dépeinte par Zola dans la saga des Rougon-Macquart, sur le canevas déterminé par Charles Morazé dans ses *Bourgeois conquérants*. Le régime politique semble définitivement assis sur un socle inexpugnable. L'Exposition universelle de 1889 affiche le triomphe du travail, de l'économie, de la culture, des colonies… de l'acier bien sûr, avec la tour Eiffel – mais avant tout de la bourgeoisie française.

Les parcours administratif et littéraire puis politique de Paul Deschanel l'ont conduit à trouver place dans cette catégorie sociale, sur les bases morales et éducatives offertes par ses parents. Apportons cependant cette précision que, tant par ses études que par son statut de haut fonctionnaire puis de parlementaire, il se rattache de facto à la haute bourgeoisie : l'un des témoins de son épouse à leur mariage le 13 février 1901 n'est autre qu'Henri Germain, le fondateur du Crédit lyonnais. Notons que le nom de Paul Deschanel se trouve cité (au même titre d'ailleurs que celui de son beau-père René Brice de Vièle, administrateur de nombreuses sociétés) « parmi les plus influents des députés-financiers – ou alliés par des liens familiaux – de cette époque » dans l'ouvrage de Francis Delaisi (*La Démocratie et les financiers*, éditions de La Guerre sociale, 1911) repris dans la livraison du



C'est le surnom du petit mortier de tranchée qu'a pris Jean Galtier-Boissière pour désigner en 1915 le périodique politique et satirique qu'il a dirigé durant cinquante ans.

Crapouillot de novembre 1936… Dans ses *Cahiers*, Barrès affirme aimer « le fond de bourgeoisie sur lequel repose Deschanel » (n'oublions pas qu'il avait surtout souligné que Deschanel était « patriote de cœur et de grande expérience politique »).

En réalité, il conviendrait de le relier plutôt à une certaine aristocratie, celle des lettres et de l'esprit, de l'action politique et de la direction du pays. En témoignent son élection à l'Académie française et, presque au même moment, sa désignation à l'éminente fonction de président de la Chambre des députés. Il est ici question d'une sorte d'aristocratie républicaine, suscitée par cette même IIIe République qui avait fait apparaître, dans l'Instruction publique, les fameux « hussards noirs ».

Un catholique égaré dans la République ?

Dans l'architecture spécifique d'un régime politique soucieux de faire « place nette » après les épopées impériales et la Restauration, compte tenu de l'échec de la IIe République, ce sont les athées, francs-maçons et avant tout laïcistes, pour ne pas dire laïcards, qui ont fait prévaloir leur discours et leurs priorités, avec le point culminant de 1905 et la très clivante loi de séparation. A cet égard, il n'est que d'autant plus surprenant de voir émerger un Paul Deschanel mesuré, conciliant et notoirement catholique. Le talent oratoire représente certes un atout, mais sa personnalité offrait d'autres aspérités positives aux yeux d'un milieu politique indifférent à l'Eglise ou crûment hostile à son clergé : dans l'ambiance du Ralliement, les références héritées de son propre père, son réel et loyal engagement au service de l'Etat républicain – tout comme ses onctions électorales à répétition – ont paru comme des gages suffisants… tandis que la qualité de ses interventions à la tribune et l'impartialité avec laquelle il a présidé les débats depuis le « perchoir » du palais Bourbon auront pu faire le reste pour « excuser », aux yeux des plus intransigeants, son attachement à la foi catholique dans une ambiance où les tensions portaient incontestablement au manichéisme (il est un fait que Paul Deschanel avait en horreur l'anticléricalisme de Combes). Toujours dans sa chronique « Politique et politiciens d'avant-guerre », Marcellin évoque précisément une intervention de Deschanel dénonçant « des lois de colère où l'on trouve comme un écho de nos guerres religieuses ». Et le peu scrupuleux Clemenceau, jamais avare d'un commentaire flétrissant, avait qualifié l'un des discours du député percheron d'« obus chargé de pommade »… Question sectarisme, sans doute avait-il à en remontrer à son jeune rival ! ◗